

Sombre anniversaire de l'accession de « M6 » au trône marocain

Révolte du Rif, répression et torture · Le 20 juillet à Al-Hoceima, la « marche du million » organisée par le Hirak pour la liberté, la dignité et la justice sociale s'est heurtée à un important dispositif policier et achevée par de nombreuses arrestations. À la veille de la célébration de l'intronisation du roi Mohammed VI, la réponse hypersécuritaire et répressive du pouvoir aux revendications populaires jette une ombre sur les festivités et l'image du royaume.

> **OMAR BROUKSY** > 28 JUILLET 2017

CE 30 JUILLET, LE DIX-HUITIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ACCESSION AU TRÔNE DU ROI Mohammed VI aura un goût amer, à cause de la tension politique et sociale qui règne depuis plus de huit mois au Rif, au nord du Maroc. Le 20 juillet 2017 a sans doute été l'une des journées les plus marquantes.

Lancée par Nasser Zefzafi ¹ de la terrasse de sa maison parentale, à quelques heures de son arrestation il y a deux mois, la manifestation du 20 juillet commémorait la victoire d'Abdelkrim Al-Khattabi contre les Espagnols en 1921 et l'instauration, la même année, de la République du Rif. Tout un symbole pour une région qui continue de souffrir de la marginalisation et des blessures non cicatrisées du passé.

BOUCLAGE POLICIER

Prévus à 13 heures, les rassemblements pacifiques du 20 juillet devaient se tenir au centre d'Al-Hoceima, sur la place des Martyrs – devenue place Mohammed VI depuis 2000. Mais l'important déploiement policier et le bouclage de la ville pour empêcher les habitants des environs de rejoindre la manifestation ont incité les

organisateur à la repousser à 17 heures. Les quelques vidéos qui ont pu circuler peu avant le début des rassemblements, bien que les réseaux 4G et 3G aient été très fortement perturbés, montrent une ville assiégée : la quasi-totalité des commerces et des cafés, très nombreux dans les grandes artères, avaient été fermés soit par solidarité avec les manifestants, soit pour éviter les débordements.

Les jeunes ont fait face à ces mesures avec une grande détermination. Ils étaient soutenus par des sympathisants issus pour la plupart du Mouvement du 20 février (né dans le sillage du printemps arabe) ayant fait le déplacement d'autres villes du Maroc (Rabat et Casablanca notamment.)

D'une « marche du million » pacifique, comme l'avaient voulu ses organisateurs, la manifestation dégénère rapidement en affrontements d'une rare violence avec la police, laquelle tente dès 17 heures de tuer dans l'œuf tout rassemblement dans les places stratégiques de la ville. *« J'ai vu trois fois un véhicule de police accélérer et foncer dans la foule pour disperser les manifestants, [raconte un militant associatif](#) à Radio France Internationale (RFI). C'était une manière très dangereuse de chasser les manifestants. Sinon il y a eu une utilisation intensive de gaz lacrymogènes dans des petites ruelles et même à l'intérieur des maisons. »*

Réunis par groupes, les activistes bravent le déploiement policier aux cris de « Vive le Rif », « Vive Zefzafi », « Vive le peuple », « Liberté, dignité, justice sociale », jusqu'aux environs de 22 heures. Le seul bilan qui a été communiqué est celui de la préfecture d'Al-Hoceima, cité par l'agence officielle Maghreb Arab Press (MAP) : *« Soixante-douze éléments des forces publiques ont été blessés (...) par des jets de pierre (...), onze personnes parmi les manifestants suite à l'usage du gaz lacrymogène ».*

Selon l'Association marocaine des droits humains (AMDH), plus de trente personnes ont été arrêtées ce jour-là. Il faut rappeler par ailleurs qu'après l'arrestation de Zefzafi, des cas de mauvais traitements, voire de torture, ont été constatés par des ONG. Un document confidentiel (devant être remis au roi) du très officiel Conseil national des droits de l'homme (CNDH), que l'auteur de ces lignes a pu consulter, rapporte les conclusions accablantes de deux médecins marocains, le docteur Hicham Benyaich et le docteur Abdallah Dami, chargés d'établir une expertise médicale sur 19 détenus : *« Les témoignages reçus des personnes arrêtées à propos du recours à la torture et autres mauvais traitements lors de leur arrestation et de leur détention dans les locaux de la préfecture de police d'Al-Hoceima sont globalement crédibles par leur concordance et leur cohérence. »*

LA MÉMOIRE BLESSÉE DES RIFAINS

La tension qui dure depuis huit mois dans le Rif et dont l'épicentre reste Al-Hoceima a émergé en octobre 2017 lorsqu'un jeune vendeur de poisson, Mouhcine Fikri (30 ans), [a été broyé accidentellement](#) dans une benne à ordures alors qu'il tentait de récupérer sa marchandise confisquée par un fonctionnaire du port. La scène, filmée par un téléphone portable et diffusée sur les réseaux sociaux, a provoqué une indignation qui risque à tout moment de s'étendre à d'autres régions touchées par la marginalisation. Les promesses maintes fois répétées par le

gouvernement, sans réels pouvoirs, de relancer des « projets de développement » et autres « plans d'investissement » n'ont pas suffi à atténuer la colère des habitants.

Car les promesses, les Rifains en ont entendu beaucoup depuis que Mohammed VI a succédé à son père Hassan II, le 23 juillet 1999, il y a de cela 18 ans quasiment jour pour jour... Les premières tournées du jeune souverain avaient été effectivement consacrées au Rif avec comme objectif, fût-il symbolique, la réconciliation avec cette région à la fois rebelle et marginalisée. Une région paria, jugent encore les observateurs, qui survit grâce à l'apport financier de sa diaspora (nombreuse en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne), de la contrebande avec Melilla, l'autre ville espagnole au nord-est du Maroc, et de la culture du cannabis. Lors de ses visites, celui qu'une partie de la presse française surnommait à l'époque le « roi des pauvres » promettait monts et merveilles et s'engageait à « changer le quotidien » des Rifains via des projets de développement ficelés.

Mais rien de tout cela n'a été réalisé. Dix-huit ans après, le Rif demeure avec le Moyen Atlas et tout le « Maroc inutile » – selon la formule consacrée du maréchal Lyautey – parmi les régions les plus pauvres du pays. Il a suffi de l'étincelle Mouhcine Fikri pour que tout s'embrase et que les vieilles blessures soient ravivées. Deux dates font partie de la mémoire collective des Rifains :

- en 1958, le roi Hassan II, le général Oufkir et le maréchal Mohamed Ameziane (originaire du Rif) ont perpétré un véritable carnage dans la région, soupçonnée de subversion, tuant des milliers de personnes, pour la plupart des civils ;
- en 1984, les manifestations d'Al-Hoceima avaient également été réprimées dans le sang. La phrase humiliante d'Hassan II dans [son discours qui a suivi les émeutes](#) est gravée dans le marbre de l'histoire du Rif : « *Ce sont des awbach (littéralement « déchets de la société », racaille, voyous). Les awbach, ce sont les habitants de Nador, Al-Hoceima, Tétouan, Ksar-El-Kebir. Ils vivent de contrebande et de vols* ».

UN AVENIR INCERTAIN

Dix-huit ans après le décès d'Hassan II, la réconciliation avec cette région paraît encore lointaine. Elle est à l'image du bilan de « M6 » : mitigé et incertain.

Mitigé, parce que les chantiers les plus urgents qui auraient pu mobiliser l'action du monarque ont été laissés de côté : la réforme du système de santé et de l'éducation, l'indépendance de la justice, la lutte contre la corruption et [le chômage des jeunes](#). Le dernier [Rapport sur le développement humain 2016](#) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) classe le Maroc à la 123^e position sur 188 pays étudiés et le maintient dans la catégorie des « pays moyens », contrairement à ses voisins algérien (83^e) et tunisien (97^e) qui ont été classés parmi les pays ayant un « développement humain élevé ». Et selon la Banque du Maroc (Bank-Al-Maghrab), en mars 2017, le chômage des jeunes entre 15 et 24 ans a atteint le chiffre-choc de 41 %.

Incertain, ensuite, car malgré l'image de « stabilité » qu'il tente – de plus en plus difficilement – de renvoyer par rapport à une région dévastée par l'autoritarisme et la violence politico-religieuse, le Maroc n'est pas à l'abri des troubles sociaux et de l'instabilité politique.

[Interrogés en janvier 2016](#) par le journal économique américain en ligne *International Business Times*, trois experts américains, Max Abrahms, Haim Malka et

Ann Wainscott ont indiqué que l'avenir du Maroc paraissait « incertain », eu égard à certains « facteurs fragilisants, endogènes et exogènes ». Selon eux, le Maroc reste un pays « économiquement vulnérable [...] avec des inégalités sociales dangereuses [...] Il est confronté aux mêmes défis et aux mêmes menaces des idéologies radicales découlant de conditions socio-économiques difficiles, les mêmes que dans de nombreux autres pays de la région [...] La politique hypersécuritaire risque de glisser vers l'arbitraire et l'injustice et pourrait produire un effet inverse à celui escompté. Avec le chômage des jeunes, ce sont autant de menaces qui pèseront de plus en plus lourd sur l'avenir du royaume, si aucune stratégie n'est mise en œuvre pour solutionner ces problèmes ».

OMAR BROUKSY

Journaliste et professeur de science politique au Maroc. Il a été le rédacteur en chef du *Journal hebdomadaire* jusqu'à sa... **(suite)**

Les articles présentés sur notre site sont soumis au droit d'auteur. Si vous souhaitez reproduire ou traduire un article d'Orient XXI, [merci de nous contacter préalablement](#) pour obtenir l'autorisation de(s) auteur.e.s.

¹ Né en 1979 à Al-Hoceima, Nasser Zefzafi est devenu en quelques jours l'icône de la contestation du Rif. Charismatique, orateur hors pair adoptant un discours mi-conservateur mi-populaire (sans être populiste), ce militant qui vit de petits boulots est le descendant d'une famille connue dans le Rif : son grand-père était le ministre de l'intérieur de la République du Rif, fondée par Abdelkrim Al-Khattabi qui a combattu le colonialisme avant d'être vaincu, en 1926, par les armées franco-espagnoles menées par le maréchal Hubert Lyautey.